

VENEZUELA - Télévisions communautaires, Entretien avec Blanca Eekhout, directrice de ViVe Tv (Justin Podur, RISAL)

lundi 10 octobre 2005, mis en ligne par [Dial](#)

11 octobre 2004 - [RISAL](#) - Un élément clé du processus vénézuélien a toujours été la communication et, en particulier, la télévision. Tandis que le rôle joué par la chaîne d'État, le Canal 8, dans l'échec renversement du coup d'état militaire d'avril 2002 est connu en dehors du Venezuela, et ce largement, grâce au vidéo documentaire « La Révolution ne sera pas télévisée » [1], le rôle des médias communautaires, dotés d'un oeil plus critique et d'une base militante, devient de plus en plus important. Le premier exemple a été celui de CatiaTve, une chaîne située dans le barrio - le quartier populaire - de Catia immédiatement voisin de Caracas [2]. CatiaTve a diffusé des programmes culturels, éducatifs et politiques sur la communauté, faits par et pour ses membres. ViVe, une chaîne nationale, s'efforce de faire pour l'ensemble du Venezuela ce que CatiaTve a fait pour Catia. Blanca Eekhout faisait partie des membres fondateurs de CatiaTve et en était la directrice ; elle est aujourd'hui devenue directrice de ViVe.

Justin Podur : Parlez-nous succinctement de ViVe.

Blanca Eekhout : ViVe est une chaîne publique d'État. En ce moment, elle touche 60 à 70% de la population. Nous désirons que ViVe soit disponible sur l'ensemble du territoire, mais nous n'en sommes qu'au début - nous couvrons Caracas, de nombreux autres États, mais pas toutes les communes rurales. Sa mission est éducative, culturelle, informative. Son intention est de rendre visible la population qui a été exclue jusqu'ici - la majorité -, population constituée de descendants africains, de paysans, d'indigènes pour qui il était impossible jusqu'à maintenant de apparaître dans les médias. Ou plutôt, ces communautés ont fait leur apparition dans les médias, mais sous un jour négatif. On les montre comme des personnes marginales, des criminels. On ne les montre pas en train de construire, d'édifier, de prendre part à la lutte pour le développement du pays. C'est un aspect que nous nous efforçons de changer.

Un autre aspect est constitué par le fait que ViVe s'efforce d'être un pont pour l'Amérique latine. Depuis la conquête espagnole, les empires ont construit des barrières entre les populations de ce continent, et les médias ont joué un rôle important dans ce processus. Il est beaucoup plus facile pour nous en allumant la télévision d'observer n'importe quel quartier de Chicago que de voir le Honduras, le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, la Colombie ou même le Venezuela. Nous ne pouvons ni nous voir ni nous reconnaître les uns les autres.

Une des choses que nous faisons est donc de servir de pont. C'est pourquoi nous avons d'importantes parts de programme consacrées aux documentaires et au cinéma latino-américains. De plus, nous avons rendu possibles des co-productions avec des producteurs indépendants. Le mois dernier, nous avons consacré un programme spécial au Forum social des Amériques en Équateur. Nous avons réussi à transmettre en direct vers Caracas - c'était très intéressant parce que nous avons consacré au Forum 4 heures de programmes sur une semaine. Les militants des mouvements là-bas se sont passionnés pour ViVe. Le mouvement indigène était très enthousiaste : ils pouvaient non seulement observer les mouvements sur place, mais aussi leurs propres délégués vénézuéliens en activité.

Nous sommes encore en train de recevoir le matériel qui nous permettra d'émettre par satellite sur le reste de l'Amérique latine. Il est aussi très important pour nous de rendre visible « l'autre Venezuela ».

Dans la dynamique de ce processus de changement, on ne veut pas rester bloqué dans le seul présent : on a envie d'avoir une vision plus large et stratégique. Le débat politique n'est la seule chose. Il y a aussi des

espaces éducatifs, culturels, des espaces réservés aux enfants.

Il est apparu évident au cours de nos premières réunions que les gens ne voulaient pas se voir présenter seulement de nouveaux programmes ; ils voulaient les faire. Nous avons organisé des ateliers pour enseigner l'usage de la caméra aux populations des communautés. Des personnes issues du mouvement paysan ou d'autres mouvements sont venues réaliser leurs propres programmes. Nous avons lutté pour la démocratisation, la diversité et la pluralité des médias. Cela a été difficile en raison du monopole privé et vertical, de l'exclusion et des cartels qui étaient impénétrables.

Il y a un combat pour faire adopter une loi de responsabilité sociale des médias, loi qui s'efforce de fixer des quotas pour la production nationale, car on substitue trop souvent à la production nationale une production transnationale (lire : celle d'Hollywood). C'est pourquoi à ViVe nous nous battons pour une production nationale et indépendante. Anticipant la loi, ViVe a déjà établi ses quotas - 60% de production nationale dont 60% de production indépendante. Nous soutenons et finançons les producteurs et les collectifs indépendants. La télévision possède cette capacité de diversité et de pluralité de la programmation. Il y a aussi la programmation culturelle qui rend visible le travail des communautés. Pas seulement les gens ou les mouvements exclus, mais aussi les artistes et les musiciens qui n'avaient jamais trouvé de place dans le passé. Nous nous efforçons de leur procurer une plate-forme.

L'aventure de ViVe est liée à ce que vous-même et d'autres avez accompli à Catia, avec Catia TVe. Pouvez-vous nous parler de l'aventure CatiaTVe, ainsi que de l'histoire des deux réseaux ?

Catia TVe a débuté son existence en 2000. J'en ai été la directrice pendant un peu plus de trois ans. J'y suis restée jusqu'en 2003. Le projet a commencé avec ce que l'on appelle des ciné-clubs. Nous montrions des films sur grands écrans dans les quartiers populaires. Le mouvement des ciné-clubs avait débuté dans les années 60 mais, à cette époque, il était lié aux réseaux clientélistes et au patronage des principaux partis politiques. Dans les années 80, il s'en écarta et acquit une certaine indépendance ; les ciné-clubs devinrent les outils des communautés organisées. Le cinéma a la capacité de faire bouger les gens et nous avons fait sortir un bon nombre de personnes dehors pour venir voir des films. Des réseaux d'individus se sont créés. Il s'agissait d'une forme de résistance culturelle qui faisait partie d'un grand ensemble d'activités de résistance, comme la "radio mégaphone" à travers laquelle les gens diffusaient des informations depuis l'arrière de camions ou de voitures. Dans les médias dominants on montrait les quartiers populaires, les barrios, comme des foyers criminels. Les médias contrôlaient l'image du barrio.

Ainsi, ce mouvement de résistance culturelle est venu des barrios et s'y est développé. Beaucoup de lieux où l'on projetait des films étaient de simples maisons de particuliers.

J'ai pris part très tôt à ce mouvement. En 1989, l'ensemble du processus devint plus engagé. Le gouvernement de Carlos Andres Perez, qui avait gagné les élections en promettant au pays le retour du paradis, imposa un sévère programme néo-libéral et il y eut des émeutes à Caracas. Le gouvernement envoya l'armée et la police pour réprimer les émeutes, et des centaines, selon nous des milliers de personnes, furent massacrées dans les barrios [3]. Les médias jouèrent un rôle intéressant. D'un côté, la voix du peuple, les voix des barrios, ne trouvèrent aucun écho au sein des partis politiques ou des médias. Bien au contraire, les médias applaudissaient et fêtaient littéralement le massacre à la télévision. Le président en exercice de RCTV déclara dans un enregistrement - après que le massacre ait eu lieu - que « nous » avions « remporté une victoire ». Le camp dans lequel se situaient les médias était plus évident que jamais.

Néanmoins, d'autre part, ce sont les reportages sur les émeutes réalisés par les médias qui firent office d'appel à la révolte à travers tout le pays. De par leurs reportages, les médias ont contribué à généraliser la révolte. Mais ils ont ensuite réduit la population au silence.

En réponse à ce phénomène, des organisations dans les barrios sont montées en puissance. Je faisais partie de l'une d'entre elles, une « asamblea de barrios ».

En 1992 se produisit le soulèvement mené par Hugo Chávez. Ceux d'entre nous qui étions des activistes

culturels, nous nous sommes aperçus que nous travaillions en fait sans projet de changement. Il n'y avait ni parti ni dirigeants pour ce genre de choses : ce que nous faisons était une sorte de tissage social. Mais le soulèvement de 1992 suscita une proposition de changement à travers tout le pays. Jusqu'alors, notre organisation dans les barrios - je m'en souviens - s'occupait de questions quotidiennes très concrètes. L'accès à l'eau, aux transports, aux produits de première nécessité. Ce type d'organisation peut mener à un certain niveau de mobilisation. Les gens privés d'accès à l'eau depuis dix ans, ceux qui devaient marcher pour se procurer de l'eau et remplir des seaux à des citernes communes, se mobilisaient pour changer cet état de choses. Mais il n'existait pas vraiment de discours politique d'accompagnement. Et, à dire vrai, la gauche - de toute façon - ne possédait aucune crédibilité lui permettant de proposer un tel discours.

Les gens croyaient en notre travail et aux combats fondamentaux pour la dignité. Mais Chávez parvint à accomplir en deux minutes à la télévision ce que nous n'avions pas été capables d'accomplir en plusieurs années. On lui avait donné deux minutes de télévision pour dire à ceux qui s'étaient soulevés de se rendre pour éviter un massacre. Il dit deux choses fondamentales pendant son intervention. En premier lieu : « J'assume l'entière responsabilité », ce que personne n'avait jamais encore entendu de la part d'un politique ou d'une personnalité publique. En second lieu, il déclara : « Pour l'instant », nous devons déposer nos armes, mais ce « pour l'instant » devint la promesse d'une lutte pour quelque chose de meilleur. L'insurrection avait préparé à l'idée qu'il pouvait exister un projet politique alternatif pour le pays.

J'ai observé l'effet produit par cette déclaration dans le barrio. La maison était toujours pleine de gens qui disaient : « Peut-on croire cela ? Pouvez-vous croire ce que Chavez a dit ? » Et ce n'était pas seulement ce qu'il avait dit. Il y avait aussi le fait qu'il leur ressemblait : avec ses traits noirs et indigènes. Pour la première fois, le peuple se sentait représenté.

Jusque-là, l'image du Venezuela projetée par les médias avait été creuse : une riche contrée, une terre de pétrole, un pays de reines de beauté. Et non pas un pays de gens se levant à 4 heures du matin pour être exploités au travail en contrepartie d'un salaire de misère avec lequel ils s'efforçaient de maintenir en vie leur famille. Personne ne pouvait croire qu'à la télévision quelqu'un puisse dire : « Je suis responsable ». Nous avons toujours pensé que l'armée faisait partie du système que nous combattions. Comment se pouvait-il qu'un militaire puisse réellement sacrifier sa propre liberté, aller en prison, afin de lutter pour le changement ?

Pour ceux d'entre vous qui étaient militants avant Chávez, y avait-il en conséquence beaucoup de méfiance envers lui ?

Moi-même, j'ai été emprisonnée deux fois. Je sais comment l'armée et la police traitaient les gens. Ils n'avaient aucun respect pour eux. Nous n'avions pas une grande confiance en Chávez, avec son passé militaire et sa tentative de coup d'État. Mais tout autour de nous, les gens étaient tout simplement stupéfaits de voir à la télévision un jeune métis au teint basané.

Il est important de se souvenir également que la rébellion de 1992 avait été menée par de très jeunes officiers. Le plus haut grade impliqué dans la révolte était celui de lieutenant colonel.

Ceux qui possédaient un grade plus élevé étaient massivement contre la rébellion et du côté du système.

La population prit position pour défendre Chávez et s'assurer qu'il était bien traité en prison. Puis, il y eut un autre soulèvement en 1992. Cette fois, il y eut une plus grande participation de civils, mais toujours pas de projet ni de plans clairs.

Pourtant, c'est vers cette époque que la gauche commença à enregistrer des progrès. Un homme de gauche, Aristobulo Izturiz [4], gagna les élections et devint maire de Caracas en 1994. Il est noir. Il était enseignant de profession. Il faisait partie du Congrès et se servit de cette tribune pour défendre ceux qui étaient impliqués dans le soulèvement. Sa présence à la mairie apporta un solide soutien aux ciné-clubs et aux autres mouvements. Avant 1993, nous travaillions avec un projecteur 16mm, et il n'y avait pas

tellement de films disponibles. Nous projetions toujours les mêmes films. C'était bien, c'était toujours collectif et cela permettait toujours de rompre avec la politique du « chacun regarde la télé chez soi », mais avec Isturis nous fîmes l'acquisition d'un vidéo-projecteur qui nous donna l'opportunité de montrer encore beaucoup plus de films.

Mais, plus encore que celle du vidéo-projecteur, l'acquisition d'une caméra fut une chose importante pour nous.

Les gens commencèrent à filmer sans avoir de formation. La fréquentation de nos ateliers explosa. Les gens se voyaient maintenant eux-mêmes à la télévision. Les premiers films n'étaient rien d'autre que des enregistrements. On filmait l'angle de la rue, le chien au coin de la rue, les gens qui attendaient à l'angle de la rue, la boutique du quartier, le graffiti du quartier. Ensuite vinrent les films sur des événements sportifs locaux, des assemblées et des fêtes locales. Je fis ma thèse de collège universitaire sur « le cinéma du barrio », les discours internes et la manière de reproduire les événements du barrio à travers le cinéma. L'étape suivante du processus fut décisive : dans leur combat pour l'eau, pendant l' « Asamblea popular del agua », les militants se mirent à utiliser la vidéo comme instrument de lutte. La caméra devint une arme : nous filmions les responsables politiques venus faire des promesses à la communauté, et utilisions le film pour les rendre responsables de leurs engagements. Ce mouvement cinématographique commença à se transformer en câbles d'un réseau qui permettait de relier la communauté. On créa une chaîne d'information du barrio fondée sur la création et l'échange de ces films.

En parallèle, le mouvement bolivarien grandissait au cours des années 90. En 1998, tous ces efforts aboutirent au processus constitutionnel. Il aida à unifier les mouvements autour de l'idée de démocratie. Il n'y avait là rien de démagogique, et il ne s'agissait pas de réclamer au gouvernement de me procurer une maison. Il s'agissait de participer à la transformation du pays. L'utilisation de Bolivar en tant que symbole, ainsi que celle d'autres symboles issus de l'histoire vénézuélienne, était aussi quelque chose de nouveau. Avant cela, les points de référence de la gauche étaient des idéologies comme le communisme, le marxisme, qui ne sont pas aussi clairement intelligibles pour le peuple. Il existait nombre de courants divers, et tout autant de divisions : nationalistes, gauchistes, religieux, tous étaient impliqués mais il y avait des doutes parmi beaucoup d'entre eux concernant la voie électorale à suivre. Pourtant, en dépit de la campagne menée par les médias contre la Constitution - qu'ils taxaient de communisme castriste, fascisme, etc. - la population n'y a pas cru et l'approuva par référendum. C'était une perspective nouvelle pour le pays, pour le transformer.

Le mouvement possédait quelque chose d'autre en dehors de la résistance individuelle ou locale.

La Constitution procurait un cadre légal pour les médias communautaires. Jusque-là, ces médias étaient pour l'essentiel illégaux. Mais les activistes des médias ont participé au processus constitutionnel et ont obtenu que la communication soit établie comme droit de l'Homme. Ainsi, les médias communautaires n'étaient pas seulement censés être légaux, mais également protégés et développés en tant que droit de l'Homme au même titre que les soins médicaux ou l'éducation.

C'est ainsi que commença CatiaTve. La communication était un droit inscrit dans la Constitution, mais il n'existait aucune réglementation. Le cadre réglementaire qui gouvernait les médias se basait encore sur celui de l'ancienne république, la quatrième - depuis la Constitution de 1999, nous sommes dans la cinquième -. L'organisme de contrôle, CONATEL, était prévu pour réglementer les entreprises médiatiques. Le fait de devoir imposer le respect des principes de la Constitution a constitué une tâche majeure pour les mouvements. Bien entendu, les dirigeants de CONATEL, avec leur conception néo-libérale de l'État, leur idée de « neutralité », ne comprirent pas.

Nous engageâmes donc un professionnel et commençâmes à émettre dans Catia, sans attendre l'approbation de CONATEL, émettant ainsi « illégalement ».

Comment vous êtes-vous procuré le matériel ?

À Rubio, il y avait des gens à l'université très habiles sur le plan technique, et qui savaient construire des

antennes. Ils étaient très favorables à notre cause mais n'avaient aucun lien avec les mouvements. Nous étions donc proches des gens mais pas de la technologie ; ils étaient proches de la technologie mais pas des gens. Nous avons réunis nos expériences et avons commencé à émettre.

Début 2000, le président Chávez se rendit à Catia à l'occasion d'un événement officiel. Certains d'entre nous sont allés l'interviewer, en se présentant d'abord comme envoyés par « CatiaTve, télévision communautaire ». Il déclara : « Qu'entendez-vous par télévision communautaire ? » Lorsqu'il apprit ce que nous faisions, il comprit l'importance de nous soutenir. Mais d'autres membres du gouvernement ne s'en rendirent pas compte. Nous avons préparé une inauguration et invité le Président à y assister. Son cabinet lui expliqua qu'il ne pouvait pas s'y rendre parce que CatiaTve était illégale. Le Président répondit qu'elle était légale selon la Constitution, et que la réglementation devait être mise à jour. Finalement, on effectua certains changements dans la réglementation, et CatiaTve devint légale.

CatiaTve et ViVe sont des médias publics, mais également des médias communautaires. N'y a-t-il pas là une contradiction ?

Il n'y a aucune participation possible pour la population au sein des médias privés. La seule sphère pour laquelle subsiste cette possibilité est celle des médias publics.

Mais il existe des contradictions. Il y a vraiment deux types modèles en conflit.

L'un d'eux est qu'il s'agit d'un réseau de télévision d'État, doté d'un budget d'État. L'administration de ce réseau est contrôlée par l'État. Et cet État est encore, même après tous les changements effectués, un État conçu dans un cadre néo-libéral, fondé sur l'idée de gestion et de « rendement ». Ceux parmi nous qui sont issus du militantisme ont découvert que d'une certaine façon il y avait moins de problèmes du temps où nous travaillions sans le soutien de l'État ! Le modèle néo-libéral des médias ne place pas au centre des choses la communauté et les personnes. Il s'agit de créer des spectateurs qui regardent la télé seuls chez eux. Nous ne voulons pas de spectateurs. Nous voulons de la communication. Nous sommes critiques à l'égard des médias. Nous voulons fournir aux communautés des outils - des outils culturels, éducatifs, sociaux, économiques - . Dans la sphère de la communication, nous voulons créer les types d'outil qui existent pour l'économie, comme la Banmujer [5] et les initiatives du micro-crédit, qui ont permis à la population de s'assumer.

Y a-t-il eu des moyens structurés par lesquels vous avez tenté de rompre avec la hiérarchie ?

À CatiaTve, les premières personnes qui ont appris à se servir de caméras et qui ont tourné les tous premiers films sur la communauté, font aujourd'hui partie de la direction. J'ai quitté mon poste de directrice de CatiaTve pour venir ici. Mais CatiaTve possède également une assemblée permanente, et lorsque le mandat d'un directeur prend fin, c'est à l'assemblée de jouer. Les assemblées sont composées d'universitaires aussi bien que de personnes qui viennent juste d'apprendre à lire grâce aux "missions" [les programmes sociaux du gouvernement vénézuélien, ndlr]. Il règne une éthique très forte qui empêche les universitaires de s'imposer ou de monopoliser l'assemblée. Le respect de ce principe n'est pas le fait uniquement de la sensibilité des universitaires : il est aussi le fait des travailleurs au sein de l'assemblée qui ne permettraient pas qu'on le transgresse.

À ViVe, nous avons ici une organisation où le personnel de maintenance peut se former à l'usage de la caméra et commencer un travail de production, où le personnel administratif peut prendre part à la production.. La situation est plus qu'ouverte, de sorte que les différents départements peuvent avoir connaissance des diverses tâches en cours. Il s'agit d'un processus lent, mais nous essayons de rompre avec les hiérarchies. Non seulement à l'intérieur de la station, mais aussi en terme de relations entre les « spectateurs », ceux qui sont « vus » et les travailleurs des médias. C'est une pratique qui rend le processus plus solide.

NOTES :

[1] Voir : <http://www.chavezthefilm.com>.

[2] En fait, Catia fait partie du district métropolitain de Caracas, ndlr

[3] Voir : "Le Caracazo, c'était il y a quinze ans", par Frédéric Lévêque, RISAL, 29 février 2004.(ndlr)

[4] Aristobulo Izturiz est une figure importante du parti Patria Para Todos, membre de la coalition gouvernementale. Il est actuellement ministre de l'Education et des Sports. (ndlr)

[5] La "Banque de la femme" est destinée à former et à procurer un appui technique et financier à des femmes des secteurs sociaux les plus délaissés du pays. (ndlr)

Source : Réseau d'information & de solidarité avec l'Amérique latine (RISAL)

http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=1139

Traduction de l'anglais : Michel Thélia (Coorditrad).